Jour J-123

REFORME DES FINANCES PUBLIQUES

Basculement du Budget des moyens au Budget-Programme

BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF

02/09/2019

Coopération Côte d'Ivoire-Japon P2

Gon Coulibaly obtient l'accord de financement de nouveaux grands projets

Enseignement privé P3

Plus de 4 000 personnes formées

Maladie mystérieuse dans le nord P4

L'État mobilise des spécialistes et de gros moyens

ENQUÊTE EXPRESS / VENTE DE FOURNITURES SCOLAIRES

Incursion dans l'univers des librairies par terre P9

Tout sur les rapports avec les librairies conventionnelles

EMPLOIS JEUNES P8

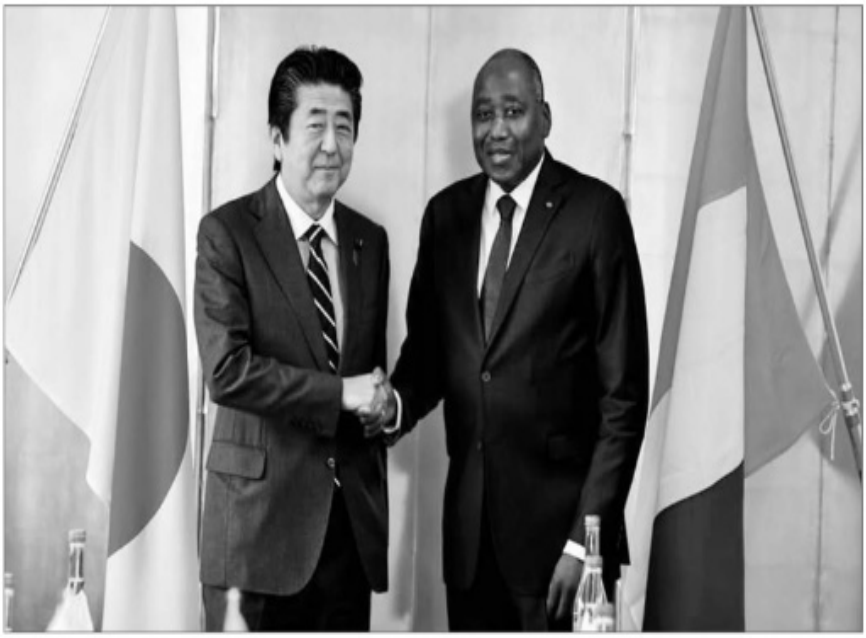
Les guichets d'Odienné et de Minignan ouverts

Coopération Côte d'Ivoire-Japon

Gon Coulibaly obtient l'accord de financement de nouveaux grands projets

Le Premier ministre ivoirien a été reçu, samedi, en audience, par son homologue, Shinzo Abe. Les deux hommes ont abordé plusieurs sujets liés au renforcement des relations entre leurs deux pays.

La participation de la Côte d'Ivoire à la Ticad 7 continue de porter ses fruits. Samedi, le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly a été reçu en audience par son homologue Japonais, Shinzo Abe, dans un grand hôtel, à Tokyo. Le chef de la délégation ivoirienne à la Ticad 7, qui était porteur d'un message de remerciement du Chef de l'État Alassane Ouattara au Premier ministre Japonais, pour sa visite officielle en Côte d'Ivoire en 2014, en est ressorti tout heureux. *«Nous avons évoqué la coopération entre nos deux États et noté qu'elle se porte bien. Il faut savoir que le Japon finance déjà des projets en Côte d'Ivoire dont l'échangeur du carrefour Solibra dénommé, l'échangeur de l'amitié qui sera mis en service à la fin de cette année. Le japon va financer trois échangeurs sur le boulevard Mitterrand. Et nous venons d'avoir un accord pour financer un pôle mère-enfant au Chu de Cocody. Nous avons demandé qu'en plus de ce pôle Mère-enfant, la coopération japonaise puisse contribuer à la réhabilitation de ce Chu »*, a-t-il déclaré.



La coopération Côte d'Ivoire-Japon passe à une étape supérieure après la Ticad 7. (PH : PRIMATURE)

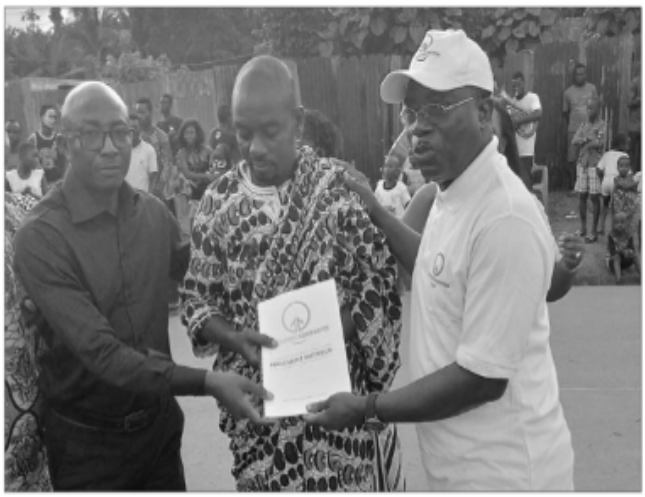
Pour rester dans le cadre de la Ticad 7, Gon Coulibaly et son hôte ont revisité les acquis de cette conférence qui s'est tenue du 28 au 30 août à Yokohama et renouvelé leurs engagements à réaliser des projets dans de meilleurs délais. Ainsi, *«nous avons beaucoup insisté sur l'un des objets de la Ticad 7, à savoir la présence du secteur privé japonais en Afrique et particulièrement en Côte d'Ivoire »*. Le chef du gouvernement a rassuré une fois de plus l'autorité Japonaise de ce que la Côte d'Ivoire présente des conditions favorables à l'investissement privé extérieur. Mieux, pour les entreprises japonaises qui désireraient investir en Côte d'Ivoire, des dispositions sont prises pour leur faciliter l'accès au marché ivoirien. Ce, dans le cadre des réformes opérées en Côte d'Ivoire. C'est le cas par exemple du *"Japan Desk"*, créé au sein du Cepici pour accueillir, orienter et suivre les entreprises japonaises qui viennent s'installer en Côte d'Ivoire. *«Cela a été bien perçu par le Premier ministre japonais. Et nous osons croire que la signature du protocole d'accord avec Toyota augure donc d'une présence massive des entreprises japonaises en Côte d'Ivoire. Il aurait également un transfert de technologie. Ce qui sera bénéfique pour la jeunesse ivoirienne »*, s'est félicité le Premier ministre Gon Coulibaly. Avant de prendre congé de son hôte, il lui a confirmé que le Président Alassane Ouattara se rendra au Japon, à l'intronisation de l'Empereur du Japon. *« Ce qui leur donnerait l'occasion d'évoquer toutes les questions liées à la coopération entre les deux pays »*, a conclu Gon Coulibaly ■

GERMAINE BONI
ENVOYÉE SPÉCIALE À YOKOHAMA

Promotion des actions du gouvernement

Générations gagnantes s'implante à Adiapoto 1

Akossi Awô Stéphane est le nouveau coordonnateur délégué de Générations gagnantes (Gg) à Adiapoto 1. Il a été investi dans ses fonctions, jeudi, dans ce village ébrié de Songon. Ses parents sont sortis massivement à cet effet. Fort du soutien de ses frères et sœurs réunis autour de lui, Akossi Awô Stéphane a pris l'engagement de faire rayonner Gg dans sa zone. Il s'est félicité de la confiance placée en lui par le président national de ce mouvement citoyen, Diaby Lanciné, en lui confiant une telle responsabilité. *« Soyez rassuré que votre semence, aujourd'hui, à Adiapoto 1, portera de bons fruits pour l'intérêt de tous »*, a-t-il soutenu.



Le nouveau coordonnateur de Gg à Adiopoto 1, Akossi Awô Stéphane (au centre), recevant sa feuille de route après son investiture. (PH : DR)

Djama Narcisse qui représentait le coordonnateur délégué des 63 villages atchan, Diby Djama Antoine, à cette cérémonie, a invité le nouveau coordonnateur délégué et son bureau à être de véritables relais de Gg dans leur village. *« Cette investiture, je vais la répéter dans nos 63 villages. Cela n'est pas chose aisée. Aussi aurai-je besoin d'être encouragé par le travail que vous allez abattre sur le terrain. Un travail fait d'abnégation, de courage pour le bien-être de nos populations»*, a-t-il martelé à l'endroit des membres de Générations gagnantes d'Adiapoto 1, avant de leur promettre son soutien dans le cadre de leurs activités. Il a précisé aux hommes et femmes présents à la rencontre que *« Gg est un mouvement citoyen, un instrument qui œuvre à l'amélioration des conditions des populations »*. Spécifiquement, a-t-il poursuivi, sa mission consistera à aider Adiapoto 1 à se doter d'infrastructures pour son développement. Mélèdje Vincent, représentant Diaby Lanciné, a, pour sa part, fait savoir que Gg est le creuset de tous les enfants de la Côte d'Ivoire. *«C'est un mouvement apolitique. Il est la courroie de transmission entre le gouvernement et vous »*, a-t-il insisté ■

KANATÉ MAMADOU

La Case des mots

Par **BENOÎT HILI**

Tout s'arrête, sauf le poète

Le poète et prophète sont des interprètes. Le prophète est l'interprète de la divinité discrète. Le poète prête sa voix à la planète inquiète. Poète et prophète font toujours recette. Sans poète ni prophète, la création serait incomplète, même avec toute sa palette d'exégètes. Car tout s'arrête, sauf l'œuvre d'un poète et d'un prophète. Sans cordelette ni baïonnette, les deux vedettes mènent la planète à la baguette. Le prophète rachète le poète, mais c'est la tempête du poète qui fait le prophète. Sans poète, toutes les tempêtes de la planète seraient aux oubliettes. Le prophète, lui, nous donne les manettes de nos tempêtes. Qui feuillette l'œuvre d'un poète ou d'un prophète fait sa toilette et se projette. Cette planète serait un miroir aux alouettes sans ces deux têtes. Même discrètes, leurs œuvres rachètent plus d'âmes que n'importe quel exégète. Notre planète n'a-t-elle pas plus besoin de sonnettes d'alarme que de gâchettes pour roquettes ? Poète et prophète, sous cette autre facette, se complètent. ■

Enseignement privé

Plus de 4 000 personnes formées

La directrice de l'Encadrement des établissements privés (Deep), Désirée Mamenet Tounkara, a présidé vendredi la cérémonie de clôture du séminaire de formation des enseignants du privé session 2019.

Au terme de cette 9e session de renforcement des capacités, le bilan général indique que sur 5094, inscrits, on a enregistré 4614 présents. Soit un taux de participation de 91%. Ce qui nous donne un total de 23436 personnels formés de 2011 à 2019, soit une moyenne de 2604 auditeurs formés par an ». Ces statistiques ont été présentées, vendredi, à Cocody, au Centre national de matériels scientifiques (Cnms) par Désirée Mamenet Tounkara, directrice de l'Encadrement des établissements privés (Deep).

C'était à la faveur de la 9e édition du séminaire de formation des enseignants du privé, session 2019. Où des auditeurs ont été répartis sur quatre sites- trois à l'intérieur du pays (Daloa, Bouaké, Yamoussoukro) et un à Abidjan-en vue d'un renforcement des capacités, du 2 au 30 août.

« Ces chiffres témoignent bien de l'engouement que suscite la formation aussi bien chez les personnels d'établissements privés que chez leurs employeurs que sont les fondateurs », a constaté Mme Tounkara.

La directrice de la Deep soulignera: *« De 2011 à 2018, sur un total de 18822 personnes ayant bénéficié de ces formations, on compte 1503 directeurs des études et directeurs d'écoles primaire et secondaire) et 672 éducateurs »*.

Et de recommander aux auditeurs : *« La formation que vous avez reçue doit vous permettre de changer de pédagogie et de comportement. Chacun d'entre vous doit être le formateur pair pour sensibiliser, aider avec les méthodes enseignées ses collaborateurs »*.

La directrice de l'Encadrement des établissements privés (Deep), Désirée Mamenet Tounkara estime qu'il n'y a pas d'enseignants du privé, mais des établissements privés et publics. (PHOTOS : DR).

Mme Désirée Mamenet Tounkara a affirmé, par ailleurs, qu'au regard des difficultés rencontrées par ces enseignants du secteur privé, *« des réflexions continuent d'être menées pour trouver une solution à leur statut. »*

« Je vous remercie pour votre assiduité aux différentes formations. Le renforcement des capacités est un trésor qui sera utile tout au long de votre vie. Pour bien former, il faut l'avoir été soi-même... Ayez de l'amour pour votre métier et pour les enfants », a conseillé le représentant de la ministre en charge de l'Education nationale aux enseignants du privé.

« Nous travaillons sur une matière fragile. Cette tâche exige de nous un minimum de savoir », a témoigné le porte-parole des auditeurs, Kanga Kouadio. Il a aussi exprimé, au nom de ses pairs, toute leur reconnaissance et gratitude aux formateurs. Il a terminé en insistant sur la nécessité de revaloriser leur statut, eu égard aux difficultés qu'ils rencontrent.

Démarré le 19 août, pour les sites d'Abidjan, la formation s'est achevée le vendredi 30 du même mois.

ISABELLE SOMIAN

Education numérique

100 lycéennes formées

Cent jeunes filles des classes de la seconde à la terminale, issues de 19 localités et sélectionnées dans le cadre du *Coding BootCamp "Bright Girls, Bright Futures"*, ont participé, du 23 au 30 août, à l'université internationale de Grand-Bassam (Uigb), à un programme de formation du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle (Menetfp) financé par l'ambassade des États-Unis d'Amérique. Les sept jours d'apprentissage, essentiellement en anglais, ont permis aux participantes de s'imprégner des outils numériques dans le domaine de l'éducation.

Le directeur de cabinet du Menetfp, Assoumou Kabran, qui représentait la ministre Kandia Camara à la clôture de la session, a fait savoir que le projet a consisté en un apprentissage pratique, intensif, ludique et programmatique d'une élite de 100 filles. *« Il s'agit de booster l'intérêt de ces élites pour le numérique et la technologie qui sont les outils de gestion du futur »*, a-t-il noté. Avant d'ajouter que l'enjeu pour le gouvernement est d'étendre ce camp de formation annuel à 5000 jeunes filles. L'enjeu étant de réduire la fracture numérique chez la gent féminine.

Assoumou Kabran a profité de l'occasion pour exprimer la reconnaissance du gouvernement ivoirien aux partenaires du programme, que sont les États-Unis et *Oracle*, l'entreprise qui a développé les modules informatiques de la formation. Pour Kathrine Brucker, chargée d'affaires à l'ambassade des Usa, l'initiative *"Bright Girls, Bright Future"* a pour vocation de stimuler la volonté des participantes à devenir des leaders. *« Nous sommes fiers de financer ce programme qui renforce les capacités des jeunes filles talentueuses »*, a déclaré la diplomate. Avant d'ajouter que les États-Unis s'engagent à poursuivre leur collaboration sur le programme afin de susciter une véritable élite féminine en Côte d'Ivoire.

GERMAIN GABO

Bingerville

Le Rotary Club réhabilite le groupe scolaire Gbagba Nord

Trente (30) millions de Fcfa est le montant total engagé par le Rotary club Bingerville Paris-village pour la réhabilitation du groupe scolaire primaire public Gbagba nord, dans la commune de Bingerville.

C'est l'annonce faite par Ladisla Kouassi, président de la commission action de ce club service, par ailleurs entrepreneur, lors du démarrage officiel des travaux, le jeudi 22 août.

Selon lui, la mission assignée au Rotary club Paris-village est d'aider tout en exécutant son programme d'action sociale et communautaire pour le bonheur des populations, d'où la réhabilitation de ce groupe scolaire.

Pour lui, cette phase qui prend en compte le volet éducation/formation a pour objectif de rehausser le niveau d'études des apprenants et surtout leur permettre de travailler dans de meilleures conditions.

À ce niveau donc, le groupe scolaire primaire public Gagba Nord bénéficiera d'une clôture pour séparer l'école du cimetière municipal, d'équipement en tables-bancs, d'adduction en eau potable, de l'électricité, d'étanchéité, des latrines, d'espace vert, d'une maternelle, de matériel didactique pour les enseignants, etc. Il rassure que les travaux qui ont débuté depuis près de deux semaines seront terminés avant la rentrée prochaine.

Visiblement heureux, Tapé Sébastien Théodore, directeur du groupe scolaire Gbagba nord1, a tenu à remercier le club service pour cette action posée en leur faveur. Il a ensuite promis d'en faire bon usage tout en exhortant les parents d'élèves à participer aux activités de l'école de leurs enfants.

Le Rotary veut achever les travaux de réhabilitation de l'ecole avant la rentrée des classes.

« Nous nous réjouissons de cette belle initiative du Rotary club Bingerville paris-village. Nous prions le bon Dieu pour la pérennisation de leurs œuvres et nous promettons d'en faire bon usage », a-t-il promis.

Le trésorier général du Coges du groupe scolaire, Fofana Youssouf, qui représentait le président, a quant à lui, exprimé sa gratitude à la présidente du Rotary club Bingerville Paris-Village, Dr Pitte Hadad et toute son équipe pour cette réhabilitation totale du groupe scolaire qui va donner fière allure à cette école créée depuis 1978.

« Désormais, nos enfants vont fréquenter une école digne de nom. Notre infini remerciement au Club. Nous profitons pour inviter les autorités locales à tourner leurs regards vers les écoles de la commune », a-t-il exhorté.

Rappelons que le Rotary club Bingerville Paris-Village existe depuis plus d'un an. Il a déjà mené plusieurs actions en faveur des populations de la commune et d'autres localités.

JEAN BAVANE KOUIKA

AVIS D'ENQUETE DE COMMODO ET INCOMMODO

Le **Sous-Préfet de Daoukro** a l'honneur de porter à la connaissance du public qu'une enquête de commodo et incommodo d'une durée de trente (30) **jours**, allant **du mardi 13 août au mercredi 11 septembre 2019**, est ouverte dans les bureaux de la Sous-préfecture de Daoukro, au sujet d'une demande d'autorisation d'exploitation semi-industrielle pour or, dans le villages de Kouassi-diétèkro et d'Anoumabo, présentée par la société dite **Good Gold-CI**.

Le périmètre sollicité est d'une **superficie de 99,66 hectares**.

Monsieur **OUATTARA M'Begnan Olivier**, Secrétaire Administratif, Matricule **373 113 Y**, nommé **Commissaire-Enquêteur**, a qualité pour recevoir et enregistrer toutes les observations, oppositions et réclamations qui pourraient être faites à ce sujet et ce, tous les jours ouvrables, aux heures réglementaires, à la Sous-préfecture de Daoukro, où un registre est ouvert à cet effet.

Fait à Daoukro, le 08 août 2019

COULIBALY Zana Yaya
Sous-préfet

Maladie mystérieuse dans le nord

L'État mobilise des spécialistes et de gros moyens

Le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique a séjourné dans le département de Dianra où une maladie mystérieuse a fait plusieurs décès.

Voir de près l'ampleur des dégâts causés par cette maladie dite mystérieuse et apporter le réconfort et la compassion du gouvernement. Tel est le sens de la visite de terrain que le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique a effectuée, du 30 au 31 août, dans le village de Yérétiélé et à Dianra, dans le département du même nom. Sur place, le ministre Aka Aouélé a traduit aux populations le réconfort, le soutien et la solidarité du Président de la République, Alassane Ouattara, du Premier ministre et l'ensemble du gouvernement face au drame qui secoue le département.

Compassion du gouvernement

Il en a profité pour rassurer ses hôtes de la disponibilité du gouvernement, à travers la mobilisation des spécialistes de la santé, à les assister pour arriver à bout de la maladie qui a déjà fait 11 morts dans le département. Pour traduire cet engagement en acte, le ministère de la Santé et de l'Hygiène publique a dépêché sur place, depuis la survenue des premiers symptômes, des équipes médicales de spécialistes dont des biologistes, pour la prise en charge des 73 cas déclarés. Le constat sur place est intéressant, puisque selon le professeur Joseph Bénié Bi Vroh, directeur de l'Institut national de l'hygiène publique, la prise en charge des malades a permis de maîtriser les symptômes qui se matérialisent par des fourmillements aux pieds, ce qui empêche le malade de marcher correctement.

A cela, il faut ajouter le visage et les pieds qui s'enflent.

Renforcement du dispositif médical

Toutefois, des analyses approfondies des selles et du sang des malades ainsi que l'eau de consommation, permettront, à en croire le professeur Bénié Bi, de déterminer avec exactitude l'origine de la maladie mystérieuse. Qui attaque les sujets dont l'âge est compris entre 20 et 40 ans, avec un taux élevé de femmes.

C'est avec les mains chargées de médicaments et de matériel médical que le ministre Aka Aouélé s'est rendu dans la région du Béré. Mais au-delà, c'est tout le système sanitaire de la région que le gouvernement a décidé de renforcer. Et ce, en érigeant le centre de santé urbain de Dianra en hôpital général. Cette décision vient donc réparer cette incohérence qui faisait que la ville, chef-lieu de département, n'avait jusque-là qu'un centre de santé. Le ministre de la Santé a annoncé que des mesures urgentes seront prises pour mettre l'hôpital général aux normes. Il s'agit de la réhabilitation des bâtiments existants et la construction d'autres, l'introduction des services de spécialité mais surtout le renforcement des ressources humaines. À ce propos, Aka Aouélé annonce l'affectation d'aides-soignants d'ici la fin du mois de septembre, suivie de celle [illegible] médecins infirmiers et [illegible]mmes au plus tard en décembre.

Deux régions sanitaires sont aussi créées. La région du Béré a désormais une direction départementale ouverte à Mankono, le chef-lieu de région et une direction départementale à Dianra. Avec tous les efforts consentis par le gouvernement pour assurer la santé des Ivoiriens, le ministre Aka Aouélé a exhorté les populations de Dianra et ses environs à avoir le réflexe de se rendre à l'hôpital dès qu'ils ont le moindre signe suspect d'un mal. C'est à ce prix que des drames pourraient être évités par anticipation. Il a, par ailleurs, annoncé le déploiement des équipes médicales à Sirasso, dans le département de Korhogo, où des symptômes de la maladie mystérieuse sont annoncés.

Le ministre Aka Aouélé s'est rendu sur place pour voir de près l'ampleur des dégâts et apporter la compassion du gouvernement. (PHOTO: DR).

MARC YÉVOU
(SERCOM MSHP)

Lutte contre le Sida

Le gouvernement ivoirien renouvelle son engagement

Une rencontre entre experts américains et ceux du ministère de la Santé et de l'hygiène publique sur la prise en charge des malades du Vih-Sida. C'était vendredi dernier à Sofitel Abidjan Hotel Ivoire, sous la présidence du ministre Eugène Aka Aouelé.

A cette occasion, Teeb Al Samarrai, représentant le bureau global chargé du Vih- Sida au Département américain, a salué l'engagement du ministre et partant du gouvernement dans la lutte contre la pandémie. Une reconnaissance qui passe par un soutien aux prestataires de soins doublé d'une gratuité des soins des personnes vivant avec la maladie.

Malgré toute cette attention, la représentante du bureau global chargé du Vih- Sida au Département américain a relevé que des défis restent à relever. Notamment celui des personnes sous prescription antirétrovirale mais qui ne vont pas au bout de leur traitement. Selon elle, cette situation appelle à l'implication de toutes les forces vives de sorte à venir à bout de la problématique de la stigmatisation des patients. Elle a souhaité que soit freinée la charge virale des enfants en optimisant la stratégie de lutte. Teeb Al Samarrai se réjouit de la politique de réhabilitation des infrastructures sanitaires du pays. « *Nous sommes prêts à apporter notre assistance sur cet aspect* », a-t-elle affirmé.

Pour sa part, le ministre Aka Aouelé soutient que des stratégies ont été adoptées. Ainsi, une nouvelle équipe a été mise en place pour apporter une réponse aux préoccupations sus mentionnées.

La Côte d'Ivoire n'est pas seule dans la riposte sanitaire contre le Sida. Elle bénéficie du soutien du Pepfar et de l'Onusida. Toutefois, le ministre a affirmé qu'il y a eu une incompréhension dans le cadre des engagements. Avec des rencontres en Afrique du Sud et aux Etats Unis, les différents partenaires ont aplani leurs divergences. D'où cette rencontre de vendredi dernier. Laquelle sonne comme un cadre d'exécution d'une feuille de route élaborée entre experts américains et ivoiriens. « *La nouvelle équipe est au travail. L'engagement du gouvernement est total dans la lutte* », a-t-il déclaré.

C. DALLET

Sotra

L'ex-Dg Aka Albert n'est plus

Aka Albert, le premier directeur général ivoirien de la Sotra (1967 à 1987) a tiré sa révérence le samedi 31 Août à l'âge de 94 ans à Abidjan. Nommé à la tête de la Sotra par le ministre des Travaux publics et des transports d'alors, feu Alcide Kacou, la gestion de l'entreprise par Aka Albert aura duré un peu plus de vingt ans avec la mise en place d'un réseau de transport structuré et l'acquisition d'infrastructures et équipements modernes.

GTBank

AVIS ET COMMUNIQUE

A l'attention des locataires des immeubles ayant appartenu à Monsieur DRAMERA HASSANA, sis à Abidjan-Abobo Plateau Dokui, lot n° 414, ilot 34 et à Abidjan-Abobo Baoulé 2ème Extension lot n°2856, ilot 249, Objet des Titres Fonciers numéros 51.694 et 122.457 de la circonscription foncière d'Abobo.

La **GUARANTY TRUST BANK COTE D'IVOIRE** (GTBANK CI), en exécution des Arrêts **n° 185/19 et 2018-275** rendus respectivement les **07 Mars et 09 mai 2019** par La Chambre Judiciaire de la Cour Suprême, informe tous les locataires des immeubles ayant appartenu à Monsieur **DRAMERAHASSANA**, sis à Abidjan-Abobo Plateau Dokui, **lot n°414, ilot 34 et à Abidjan-Abobo Baoulé 2ème Extension lot n°2856, ilot 249 ; objet des titres fonciers n°51.694 et n°122.457**, qu'**elle est devenue propriétaire desdits immeubles.**

Aussi, la GTBANK CI prie tous les locataires d'avoir à payer directement entre ses mains ou entre toutes mains, au profit desquelles mandat aura été donné, toutes sommes dues et à devoir à titre des loyers, ceci, à compter du 1er Septembre 2019.

La Banque se réserve le droit d'user de tous moyens de droit, de sorte à obtenir de tout réfractaire, l'exécution des décisions susvisées.

Le présent avis et communiqué est fait afin de servir et valoir ce que de droit.

Abidjan, le 29 Août 2019.

Programme social du Gouvernement

Adama Koné inaugure les Guichets Emplois Jeunes d'Odienné et de Minignan

Les Guichets ont été ouverts respectivement les 30 et 31 août, par le ministre de l'Économie et des Finances, en présence des autorités traditionnelles, religieuses, administratives et politiques des régions du Kabadougou et du Folon.

Qui dit jeune dit l'avenir ». C'est l'une des phrases prononcées par le ministre Adama Koné pour relever l'intérêt de doter 201 communes de la Côte d'Ivoire d'un Guichet Emploi. Il a, ensuite, utilisé des cas pratiques pour exhorter les populations d'Odienné et de Minignan à se diriger massivement vers leurs Guichets Emplois.

« Le Gouvernement a décidé de mettre dans le Programme Social du Gouvernement des opportunités de stages, d'emplois, de financements des projets et de formations qualifiantes. Ça veut dire quoi ? Beaucoup de nos enfants cherchent du travail, mais n'ont pas de qualifications. Nous avons des enfants qui disent qu'ils sont carreleurs. Quand vous leur dites de montrer leurs diplômes, un CAP ou un BTS de carrelage, ils n'en n'ont pas. Quand ils sont électriciens, ils n'ont pas de formation, ils n'ont pas de diplômes. Donc, le Gouvernement a décidé de mettre en place un programme qui puisse permettre aux enfants d'être formés. C'est environ 500 000 jeunes qui vont être formés en 2019 et 2020 », a fait savoir le ministre de l'Économie et des Finances, tout en notant que le travail des jeunes est un aspect très important du Programme Social du Gouvernement 2019-2020 (PSGouv 2019-2020).

Coupure du ruban par le ministre Adama Koné ouvrant officiellement le Guichet Emploi d'Odienné.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce programme, a-t-il poursuivi, le Gouvernement a décidé de créer dans chaque ville un bureau appelé le Guichet Emploi. « C'est un lieu où vont aller s'inscrire les jeunes qui cherchent du travail, des stages et des financements pour leurs projets. Et à partir d'Abidjan, le Gouvernement va consulter les inscriptions et faire en sorte que ceux qui sont à la recherche d'un emploi soient appelés, sans l'intervention de quelqu'un. (…) A partir de sa ville, on doit pouvoir avoir du travail sans connaître le ministre, le président ou le député », a précisé le ministre Adama Koné. Non sans souligner que de 2012 à 2018, ce sont 2,6 millions d'emplois qui ont été créés en Côte d'Ivoire.

L'émissaire du Gouvernement a, enfin, appelé les chefs d'entreprises et les Cabinets de recrutement d'Odienné et de Minignan à accompagner l'Agence Emploi Jeunes dans sa noble mission visant à mettre la jeunesse ivoirienne au travail.

À Odienné, représentant le ministre de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, Doumbia Mamadou a indiqué que l'ouverture des Guichets Emplois entre dans une stratégie globale cohérente au service d'une prise en charge efficace du jeune demandeur d'emploi, dans le respect des principes d'égalité d'accès pour tous et de gratuité des prestations offertes par le service public de l'emploi. « Le Guichet Emploi constitue donc le premier point de contact du service public de l'emploi avec les jeunes. Ses animateurs ont donc pour missions d'accueillir, d'informer et d'orienter les demandeurs d'emploi sur les opportunités d'insertion professionnelle, selon leurs besoins et leurs profils », a-t-il ajouté.

Concernant les aspects techniques du fonctionnement des Guichets Emplois, le représentant du ministre Mamadou Touré a relevé que pour régler le problème de collecte de statistiques et d'informations sur les demandeurs d'emplois, une nouvelle plateforme technologique de recensement et d'inscription des demandeurs d'emploi a été mise en place. Selon lui, cet outil innovant permettra à tous les demandeurs d'emploi d'être enregistrés dans une basse de données statistiques et des profils et d'agréger les offres de recrutement des entreprises et des Cabinets de placements afin de mettre directement ces offres à la disposition des demandeurs répondants aux profils recherchés.

Mme Nassénéba Touré épouse Diané, maire d'Odienné était, quant à elle, représentée par sa première adjointe, Mme Matédjé Sy. Celle-ci s'est dit convaincue qu'après l'ouverture du Guichet Emploi de sa commune, tous les jeunes d'Odienné sauront créer une activité génératrice de revenus.

Au nom du bureau national de la Fédération des unions de jeunesse communale de Côte d'Ivoire (FENUJECI), Touré Gaoussou a remercié le Président de la République et le Gouvernement pour leurs actions dans le social, l'éducation, la santé, la formation et les infrastructures.

C'est d'ailleurs tous ces domaines qui sont pris en compte dans le PSGouv 2019-2020.

SOURCE : **SERCOM MEF**

Trois bonnes nouvelles pour Folon et Kabadougou

À l'étape de Minignan (région du Folon), le ministre Adama Koné était porteur de « 3 bonnes nouvelles » pour les populations. L'inauguration du Guichet Emploi Jeunes de Minignan, objet principal de son déplacement dans cette ville, était l'une de ces nouvelles. Les deux autres portaient sur le bitumage du tronçon Odienné-Minignan jusqu'à la frontière de la Guinée et les solutions à apporter au problème d'électricité dans la zone.

« Le Président de la République et le Premier ministre m'ont chargé de venir vous dire que la route Odienné-Minignan jusqu'à la frontière de la Guinée sera bitumée. (…) Le Président Alassane Ouattara a fait une tournée ici et le problème de routes de nos parents a été présenté comme doléance. (…) Donc, le Président m'a demandé de venir vous dire qu'au mois d'octobre, les travaux vont commencer. (…) On m'a fait part des difficultés liées à l'électricité de la ville. La semaine prochaine, une équipe en charge de la question se rendra ici pour demander au maire de montrer les endroits où il y a un problème d'électricité. Une fois que cela sera fait, les entreprises viendront faire le travail avant la fin de l'année. (…) A Minignan, ce problème est géré, c'est bouclé ! », a déclaré l'émissaire du Gouvernement, au grand bonheur des populations. Notons que le ministre de l'Economie et des Finances a profité de cette occasion pour visiter le poste-frontière réhabilité des Douanes de Minignan.

Les populations de Minignan ont prêté une oreille attentive à l'émissaires du gouvernement. (PHOTOS : DR).

SOURCE : **SERCOM MEF**

Coopération transfrontalière

La zone économique Sikasso-Korhogo-Bobo-Dioulasso bientôt mise en place

La Représentation permanente de la Cedeao, à Cocody, a abrité, du 29 au 30 août, un atelier sur la coopération entre la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso et le Mali.

Le projet de création d'une zone économique spéciale entre la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso et le Mali était l'objet d'un atelier, les 29 et 30 août dernier, à la Représentation permanente de la Cedeao à Cocody. Cette concertation nationale avait pour but de permettre aux parties prenantes à ce projet, d'entamer la réflexion sur le processus pratique de création de cette zone économique. Qui devra s'étendre sur les régions de Sikasso au Mali, Korhogo en Côte d'Ivoire et Bobo- Dioulasso au Burkina Faso. D'où l'appellation « zone Skbo ».

L'atelier a réuni 45 participants issus de différents ministères, de l'Association des régions et districts de Côte d'Ivoire (Ardci), de l'Union des villes et communes de Côte d'Ivoire (Uvicoci), du Conseil des collectivités territoriales de l'Uemoa, de l'Union transfrontalière des collectivités territoriales de l'espace Sikasso-Korhogo-Bobo-Dioulasso (Skbo)... La

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Professeur Yolande Tanoh, conseiller technique du ministre de l'Intégration africaine et des Ivoiriens de l'extérieur. (PHOTOS : DR).

cérémonie d'ouverture a été présidée par le Pr Yolande Tanoh, conseiller technique, représentant le ministre de l'Intégration africaine et des Ivoiriens de l'extérieur. Elle avait à ses côtés le président de l'Union transfrontalière des collectivités territoriales de l'espace SKBo, Siama Bamba. A l'occasion, la représentante du ministre Ally Coulibaly a salué cette concertation qu'elle estime plus que nécessaire. « *Cette rencontre permettra aux participants de s'accorder sur la méthode et sur une feuille de route commune, en vue de relever les défis de la coopération. Nous envisageons après cette concertation d'aller vers les acteurs du Burkina Faso et du Mali pour fédérer nos points de vue. Nous avons espoir, car la coopération entre la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso et le Mali est dynamique et se consolide avec le temps* », a-t-elle affirmé. Ajoutant que plusieurs protocoles d'accord ont déjà été conclus entre ces trois pays. Notamment dans les domaines du transport routier, aérien, du transport et transit maritime, de l'assistance mutuelle en douanes, d'interconnexion des réseaux électriques, de production et santé animale, de lutte contre le trafic transfrontalier des enfants. « *Il importe également de souligner un renforcement des échanges commerciaux globaux entre la Côte d'Ivoire et les deux autres pays. Le Burkina Faso et le Mali sont les premiers partenaires commerciaux de la Côte d'Ivoire, avec respectivement 352,1 et 326,2 milliards de FCfa de produits importés. Nous sommes convaincus que la coopération des trois pays sur les questions transfrontalières apportera, en outre, des réponses adéquates aux défis actuels liés à l'environnement, à la sécurité et au terrorisme* ». Pour sa part, Siama Bamba a indiqué que la zone SKBo est une zone à forte potentialité économique qu'il conviendrait de formaliser. « *C'est pourquoi, je salue la présente initiative qui, dans sa feuille de route, devra prendre en compte, tous les aspects sociaux, culturels et sécuritaires dont la connaissance faciliterait le travail* », a-t-il noté. Ajoutant que la coopération transfrontalière est une véritable opportunité de développement.

CASIMIR DJEZOU

Recensement général de la population et de l'habitat / Siriki Zanga Coulibaly (coordonnateur technique):

« Nous faisons des pieds et des mains pour que tout le monde soit impliqué »

Siriki Zanga Coulibaly s'est confié récemment à la presse, à l'occasion de la mise en place d'un réseau de journalistes devant accompagner le Rgph. Il est revenu sur les grandes dates qui vont marquer l'opération et a appelé, dans le même temps, une adhésion de toutes les forces vives de la nation.

Pourquoi le report de la date du Recensement général de la population et de l'habitat (Rgph) qui, normalement, devrait débuter en novembre ?

De façon raisonnable, il était convenu que nous fassions le recensement entre novembre et décembre 2019. Malheureusement, nous avons 40 000 tablettes à commander, 40 000 agents recenseurs à recruter. La procédure est enclenchée. Les formalités sont remplies. Les documents de recrutement sont faits. Maintenant, il faut mettre en place tout le processus. Il y a également la formation à faire, le routage dans les régions. Cela prend du temps. En deux mois, nous ne pouvons pas tout faire en même temps. C'est la raison pour laquelle nous envisageons de façon plus raisonnable de démarrer le lancement en mars et avril 2020 au plus tard. A cette échéance, la Côte d'Ivoire sera largement prête. Un premier document, important sera prêt. Il s'agit de la qualité de la base de données cartographiques.

Après 2014, en moins de 10 ans, un autre recensement est annoncé. Qu'est-ce qui explique cette approche ?

Quand on fait un recensement, il y a un certain nombre de principes fondateurs qui assurent la qualité de ce recensement. Ces principes fondateurs n'ont pas forcement été respectés. Le contexte socio-politique était un facteur aggravant. Certaines préoccupations techniques n'avaient pas été, également, validées par notre partenaire technique, le Fonds des Nations unies pour la population (Unfpa). Après un rapport d'évaluation du recensement de 2014, le Fonds a mis en évidence un certain nombre d'insuffisances techniques. Cela a conduit à la nécessité de reprendre le recensement avec l'accord du gouvernement ivoirien. D'où ce nouveau recensement qui aura lieu en moins de 10 ans après celui de 2014. Théoriquement, cela devrait se faire en 2024.

Des innovations sont-elles attendues dans ce nouveau recensement ?

Oui, il y en a. Ces innovations portent sur l'utilisation de tablettes qui seront mieux maîtrisées. Elles permettront d'avoir des données cartographiques numériques. Pour le recensement de 2014, nous n'avons pas capté les coordonnées Gps. Dans ce nouveau recensement, si vous possédez une maison ou un bâtiment, les coordonnées Gps permettront de les identifier. C'est une innovation majeure qui est recommandée par le système des Nations unies.

A quand la publication des résultats définitifs de ce recensement ?

La fin du recensement est prévue au premier trimestre 2020. Après le recensement, il faut faire l'enquête post-censitaire qui va nous assurer de la qualité des résultats. Après ce processus, nous passons à l'étape de l'apurement qui peut durer trois ou quatre mois. Entre juillet et septembre 2020, nous aurons déjà les premiers résultats. Avant la fin de l'année 2020, nous aurons les résultats définitifs.

Le recensement n'est pas seulement une opération statistique. C'est un facteur de développement. La mise en place de moyens logistiques, d'infrastructures, de dispositifs structurants pour le bien-être de nos populations découle de la réussite de cette opération de recensement. Nous faisons des pieds et des mains pour que tout le monde dans le pays soit impliqué. Le recensement est une opération majeure pour notre pays.

PROPOS RECUEILLIS PAR

ANOH KOUAO

FRANCE

Après deux ans à l'Élysée, Macron ne fait plus l'unanimité chez les patrons

Si la majorité des entrepreneurs lors de La REF -le nouveau nom de l'université du Medef qui s'est tenue mercredi et jeudi- est satisfaite de l'action du chef de l'État, quelques voix discordantes commencent à se faire entendre. Paroles de chefs d'entreprise et dirigeants croisés pendant les deux jours sur l'hippodrome de Longchamp.

Des voix discordantes commencent à se faire entendre parmi les entrepreneurs, au sujet des actions du président français. (Ph. DR)

Suppression de l'impôt sur la fortune, élargissement du statut de micro-entrepreneur, baisse de l'impôt sur les sociétés... À mi-parcours, une majorité des mesures prises par Emmanuel Macron depuis le début de son quinquennat favorise les entrepreneurs. Pourtant, ce jeudi 29 août, dans les allées de l'hippodrome de Longchamp où se tient la Ref, la rencontre des entrepreneurs de France, nouveau nom de l'université du Medef, les avis des patrons sur le chef de l'État sont mitigés... Pourtant, les mesures favorables aux entreprises sont loin d'être passées inaperçues. «*Les directions prises depuis son élection vont plutôt dans le bon sens*», constate Alexandre Medvedowsky, dirigeant d'ESL network, une PME employant une centaine de conseillers. Pas de doute non plus, les patrons n'ont pas encore viré de bord. «*En tant qu'entrepreneuse, je me réjouis que ce soit lui plutôt que François Hollande, s'amuse ainsi Élodie C, une entrepreneuse dans le domaine médical, je dirais que c'est un homme courageux qui n'hésite pas à entreprendre des réformes.*»

Sur la scène internationale, Emmanuel Macron est également plébiscité les chefs d'entreprise. Au G7 encore, le président a réussi à prouver que la France avait sa place et à faire de l'événement un succès diplomatique. «*Quand on voit le nombre de pays représentés par des personnes pas très saines d'esprit, c'est une bonne chose d'avoir quelqu'un qui a un bagage, un cerveau bien fait et une envie de justice mondiale, sans impérialisme et sans créer de conflit*», s'exclame Joy Cohen, gérante d'une pharmacie dans le 19e arrondissement de Paris. Les régulières prises de position d'Emmanuel Macron sur l'Europe contentent notamment les chefs d'entreprise qui saluent ses initiatives. «*J'apprécie qu'il essaie de travailler sur l'Europe, même si ce n'est pas encore suffisant. Il faut que celle-ci ait plus de poids et qu'elle nous protège davantage face à la concurrence américaine et chinoise. Il faut la repenser complètement*», jure Jérôme Sallard, quarantenaire et dirigeant d'Octen, une entreprise dans le domaine du Conseil.

D'autres saluent encore la volonté du chef de l'État de mettre en place une politique égalitaire. «*Je pense qu'il essaie de trouver le juste milieu en nous aidant et nous accompagnant, nous les entrepreneurs, mais aussi d'accorder des droits sociaux à nos salariés, atteste Joy Cohen, en faisant référence à la hausse de la prime d'activité en fin 2018. À mon sens, c'est la manière de faire qui est la plus correcte. Bien sûr, on pourrait toujours espérer plus et faire mieux.*»

L'optimisme face aux mesures et aux comportements du chef de l'État n'est cependant pas partagé par tous. Si certains trouvent leur compte dans les mesures mises en place par l'exécutif, pour d'autres, les promesses de campagne ne sont pas au rendez-vous. «*Il y a une vraie différence entre l'apparence et la réalité. Le candidat était très prometteur, avec une vraie volonté de changer les choses, de faire bouger les lignes. Quand il est arrivé, c'était un peu comme Sarkozy, on avait espoir qu'il fasse bouger les lignes. Mais derrière, faisons le bilan, qu'est ce qui a changé? Nous sommes toujours à 8,5% de chômage. Un chiffre qui apparemment est au plus bas depuis 10 ans. Mais Macron n'y est pour rien. Personnellement, j'ai très mal vécu cette désillusion*», tape Jérôme Sallard.

«*À titre personnel, je souhaiterais un peu plus de stabilité fiscale. En France, il y a une lourdeur administrative et réglementaire. En plus, la réglementation ne cesse de bouger. Lorsque j'étais salarié, je ne m'en rendais pas compte, maintenant que je suis patron, je vois bien la différence. Et c'est impressionnant avec quelle rapidité ça va. Lorsque tu comprends bien comment ça fonctionne, les règles ont de nouveau changé. C'est comme si vous faisiez une partie de tennis et qu'au milieu, l'arbitre vous dit que c'est du foot, et 10 minutes après du rugby*», s'agace François Perrin, dirigeant d'Eucklead, une société dans le conseil. Ce mécontentement qui ne date pas d'aujourd'hui ne laisse pas le gouvernement indifférent à tel point que Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, promettait mercredi 28 août, lors de sa visite à la Ref, «*plus de stabilité économique et fiscale*». Une promesse de gascon à laquelle toutefois ne croient pas les entrepreneurs présents à la Ref, à commencer par Patrick Pouyanné, le PDG du groupe Total qui veut aujourd'hui des actes, et non des paroles, comme il l'a exprimé lors d'une plénière dédiée au... grand soir fiscal.

L'absence du chef de l'État sur la Ref n'est pas passée inaperçu. «*Pourquoi Emmanuel Macron n'est pas ici? Il devrait être là devant nous, s'agace Jérôme Sallard. J'ai une particulière affection pour Nicolas Sarkozy qui avait compris qu'il y avait quelques choses à faire avec les entrepreneurs*». Car si Emmanuel Macron ne fait pas l'unanimité auprès des créateurs d'entreprises qui ont fait le déplacement sur les pelouses de Longchamp, Nicolas Sarkozy, l'ancien chef de l'État qui a dirigé la France entre 2007 et 2012, fait toujours autant rire l'assemblée. Celui qui n'a pas hésité à se rendre à l'université d'été du Medef lors de son mandat, récolte les faveurs de quelques nostalgiques, à l'image de Joy Cohen: «*Aujourd'hui, si j'avais le choix entre Macron et Sarkozy, je voterai pour le second sans hésitation*».

Par Isabelle Hautefeuille & Ludivine Canard
Lefigaro.fr
Edition du 30 Août 2019

EMPLOIS JEUNES

Les guichets d'Odienné et de Minignan ouverts

Le ministre de l'Economie et des Finances, Adama Koné, a procédé à l'ouverture officielle des guichets emplois d'Odiénné et de Minignan les vendredi 30 et samedi 31 août 2019 dans les deux villes respectives. Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme social du gouvernement 2019-2020 (Psgouv 2019-2020), le gouvernement veut créer dans chaque ville un guichet emploi. «*C'est un lieu où vont aller s'inscrire les jeunes qui cherchent du travail, des stages et des financements pour leurs projets*», a précisé le ministre Adama Koné. Selon lui, le but est de doter 201 communes du pays d'un guichet emploi. Il a donc invité les jeunes à fréquenter ces lieux. Aussi, il a fait savoir que l'objectif est de former environ 500 000 jeunes en 2019 et 2020 avant de souligner que ce sont au total 2,6 millions d'emplois qui ont été créés en Côte d'Ivoire de 2012 à 2018.

Doumbia Mamadou, représentant le ministre de la Promotion de la jeunesse et de l'Emploi des jeunes, a indiqué que l'ouverture des guichets emplois est une stratégie globale au service d'une prise en charge efficace du jeune demandeur d'emploi, dans le respect des principes d'égalité d'accès et de gratuité des prestations offertes par le service public de l'emploi pour tout un chacun. Il a par ailleurs relevé qu'une nouvelle plateforme technologique de recensement et d'inscription des demandeurs d'emploi a été mise en place pour permettre à tous les demandeurs d'emploi d'être enregistrés dans une base de données statistiques. Ce, afin de mettre directement les offres à la disposition des personnes répondant aux profils recherchés.

Outre l'inauguration des guichets emplois, le ministre a annoncé aux populations que l'objet de sa visite portait également sur la résolution des problèmes de routes et d'électrification dans les différentes villes suscitées. Il leur a fait comprendre que bientôt, la route Odienné-Minignan jusqu'à la frontière de la Guinée sera bitumée, et que les problèmes d'électricité dans la zone seront bientôt résolus. «*Le président de la République et le Premier ministre m'ont chargé de venir vous dire que la route Odienné-Minignan jusqu'à la frontière de la Guinée sera bitumée. De plus, la semaine prochaine, une équipe en charge de la question se rendra ici pour demander au maire de montrer les endroits où il y a un problème d'électricité. Une fois que cela sera fait, les entreprises vont venir faire le travail avant la fin de l'année*», a déclaré Adamé Koné, au grand bonheur des populations.

Le ministre Adama Koné a officiellement inauguré les guichets emplois jeunes d'Odiénné et de Minignan. (Ph. DR)

Chadon ABE (stg)
avec Sercom

COOPÉRATION CÔTE D'IVOIRE – JAPON

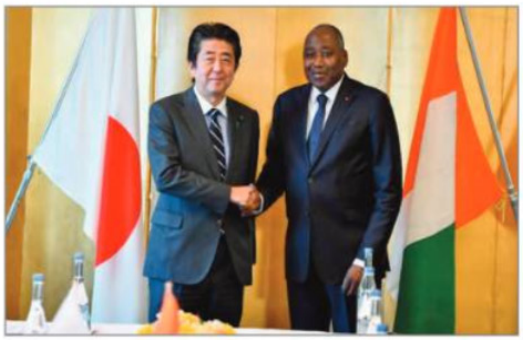
Amadou Gon Coulibaly et Shinzo Abe prennent d'importants engagements

Tokyo, le 31 août 2019 - Les Premiers ministres ivoirien, Amadou Gon Coulibaly et japonais, Shinzo Abe, se sont engagés le 31 août 2019, à Tokyo (Japon) à renforcer la coopération entre leurs deux pays. C'était au cours d'une séance de travail organisée à l'issue de la 7ème édition de la Conférence de Tokyo sur le Développement de l'Afrique (Ticad 7) qui s'est tenue à Yokohama du 28 au 30 août 2019. La rencontre a porté sur la coopération bilatérale et sur des questions internationales.

Shinzo Abe et Gon Coulibaly se sont réjouis de l'état d'avancement des travaux de construction de l'échangeur de l'amitié ivoiro-japonaise d'Abidjan et des projets de construction de trois autres échangeurs sur le boulevard Mitterrand à Abidjan-Cocody. Les interventions japonaises dans d'autres secteurs comme l'éducation et la santé ont été discutées.

Dans l'esprit de la Ticad 7, les deux pays ont promis de prendre les dispositions nécessaires pour renforcer les cadres d'intervention du secteur privé. A cet effet, la signature, le 29 août 2019 à Yokohama, d'un accord pour l'implantation d'une usine de montage de véhicules Toyota en Côte d'Ivoire a été saluée par les deux chefs de gouvernement.

La rencontre a été l'occasion pour Amadou Gon Coulibaly de rappeler que la Côte d'Ivoire jouit depuis 2012 d'un climat favorable aux investissements. Elle figure aujourd'hui dans le top 10 des meilleurs pays réformateurs au monde au titre du rapport Doing Business 2019. Et d'ajouter que la forte croissance de l'économie ivoirienne est basée sur le dynamisme du secteur privé. Chose ayant été rendue possible grâce aux réformes aux niveaux judiciaire, administratif, fiscal, financier, etc.



Shinzo Abe et Amadou Gon Coulibaly veulent travailler à renforcer la coopération entre leurs deux pays. (Ph. DR)

Source: Primature
N.B.: Les titres sont de la Rédaction

« Formez vous à Abidjan et recevez une Double Diplômation : un Diplôme Français et un Diplôme Ivoirien »
GROUPE CSI POLE POLYTECHNIQUE
1999 - 2019
Agréé par l'Etat et le FDFP
PROPOSE POUR LA RENTREE 2019/2020
Des formations : initiale et continue
BTS - Licence - Master Professionnel - Mastère Spécialisé
BAC+ 3 à BAC + 6
• Management de la Qualité Sécurité Environnement
• Management par la Qualité des Entreprises Industrielles et duTertiaire
• Management des activités Minières, Pétrolières et Energétiques
• Management de Projets
• Management de la Production et des Opérations
• Management de la Fiscalité et droit des affaires
• Management en Stratégie Commerciale, Mercatique et Publicitaire
• Management des Ressources Humaines
• Management de la Logistique du transport et achats
• Ingénierie d'Affaire et Commerce International
• Science de Gestion Comptable et Financière
• Expertise Financière, Banque et Assurance
• Audit et Contrôle de Gestion
• Système Informatique
BAC+2
• Finances Comptabilité et Gestion des Entreprises
• Gestion Commerciale
• Logistique
• Ressources Humaines et Communication
• Mines-Géologie-Pétrole
• Informatique et Développeur d'Applications
• Informatique Réseaux et Télécommunication
• Industrie Agro - Alimentaires et Chimiques option Contrôle
NB: Présentation de l'examen national du BTS en L2
Année Préparatoire pour les Non-Bacheliers
Certificats de spécialisation professionnelle
• Certificats de Spécialisation et de developpement professionnelle de 2ème et 3ème cycle en 6 mois
• Anglais Général et de Spécialité
• Préparation aux (TOEFL TOEIC)
Le conseil en orientation des carrières, en placement et en recherche d'emploi est assuré par le Cabinet << Efficience >>
« Possibilité de bourses d'études»
Cours du jour / Cours du soir / Cours à distance
Date de fin des Inscriptions: 30 Septembre 2019
Renseignements et Inscriptions
Boulevard. Mitterand, Carrefour Rivièra III, Rue Boncoumin
26 BP 1341 ABIDJAN 26 – E-mail:gcsi@aviso.ci -www.groupecsi-pp.com
TEL :(225) 22 49 49 39/ 40 CEL: (225) 05 753 945 / 01 981 582 FAX : 22 49 49 38

ENQUÊTE EXPRESS / VENTE DE FOURNITURES SCOLAIRES

Incursion dans l'univers des librairies par terre

Tout sur les rapports avec les librairies conventionnelles

Pour sortir de la pauvreté, avoir une vie plus ou moins stable, les populations ivoiriennes n'hésitent pas à s'adonner à tous types d'activités décontes. Parmi ces activités figure en bonne place un métier plus ou moins saisonnier mais lucratif bien connu des populations. Il s'agit de la vente des supports pédagogiques dans les rues d'Abidjan et de l'intérieur du pays appelée aussi librairie par terre. On trouve dans les librairies par terre un peu de tout : livres, cahiers, stylos, crayons, ensembles géométrique, anales, dictionnaires, magazines, et revues étrangères etc. Ces documents sont exposés soit à même le sol soit sur des étals à ciel ouvert dans les principaux carrefours et marchés des quartiers populaires d'Abidjan. Ce métier de libraire par terre est juteux si l'on s'en tient aux confidences faites par un acteur du secteur rencontré au "*Score*" dans la commune de Yopougon. Mahamadou Keïta, c'est de lui qu'il s'agit, est un jeune d'origine malienne, la trentaine révolue, marié et père de trois enfants. Il tient sa propre boutique de vente d'articles scolaires de deuxième main. Il nous confie que sa librairie par terre lui permet de gagner dans la période de la rentrée scolaire en moyenne 300 000 fcfa par jour sinon plus. «*Les livres, les cahiers et documents que je vends me font gagner de l'argent. C'est grâce à ça que je vis. C'est un métier qui nourrit son homme normalement et sans problème. A la rentrée, je rentre chaque soir à la maison avec au moins 300.000 fcfa. Sinon quand ça marche bien je gagne plus que ça*», révèle-t-il. Le commerçant précise que les recettes qu'il réalise sont en partie dues à la disponibilité des articles et surtout ceux du primaire. «*Chez nous ici ce qui marche le plus ce sont les livres de Cp1 jusqu'au Cm2*», a-t-il dit.

Une des nombreuses librairies par terre de Yopougon. (Ph. DR)

PARTENARIAT AVEC LES GRANDES LIBRAIRIES: Concernant la provenance de leurs stocks de livres, Mahamadou Keïta fait une précision de taille. Selon lui, c'est une grande erreur de croire que les ouvrages vendus dans les librairies par terre sont le plus souvent acquis dans de mauvaises conditions. M. Keïta a clamé que ces ouvrages sont acquis dans la transparence, dans la légalité. «*Quand on commence ce métier, nos premiers fournisseurs sont les grandes librairies. C'est dans les grandes librairies que nous achetons nos livres, cahiers et autres accessoires. Les librairies nous font des remises parce que nous allons faire nos achats en tant que grossistes. Ce qui nous permet d'exercer le métier. Nous ne traitons pas avec des voleurs de livres*», a-t-il affirmé avant d'ajouter qu' «*il arrive que nous achetions ou troquions des livres avec des élèves ou parfois leurs parents en fin d'année scolaire*». Les livres qui n'ont pas pu être vendus, explique M. Keïta ne retournent pas chez les fournisseurs. Il se voit dans l'obligation de soigneusement les conserver dans son magasin de fortune espérant un jour parvenir à les vendre.

LÀ OÙ ÇA COINCE: Comme dans tout métier, il y a des avantages et des inconvénients, le métier de libraire par terre ne fait pas exception à cette règle. Dans ce métier, la principale difficulté est liée à son caractère informel. Ce qui favorise l'appropriation du marché ou de la clientèle par le personnel enseignant. En tout cas, c'est ce que dénoncent avec vigueur Mahamadou Keïta et d'autres interlocuteurs. Notre informateur fait savoir que dans les établissements secondaires, plusieurs enseignants se sont mués en commerçants de sorte que lors de la rentrée scolaire, la clientèle des librairies par terre baisse. «*Actuellement, les parents n'achètent plus les livres comme avant. Parce que souvent quand ils achètent, les professeurs se plaignent ou bien ils demandent d'autres livres. Tout ça parce qu'eux mêmes vendent les livres dans les classes. Ce sont les cahiers que les élèvent prennent beaucoup. Franchement, ça ne nous arrange pas. On doit revoir ce côté sinon on va "tomber"*», a-t-il exprimé. Dans la commune de Koumassi où nous nous sommes rendus après celle de Yopougon, les libraires par terre sont également montés au créneau pour dénoncer le comportement de certains enseignants. «*On ne comprend plus rien dans cette affaire. S'ils (les enseignants: Ndlr) veulent devenir des vendeurs de livres qu'ils nous disent et on va leur donner notre place en même temps*», ironise Souleymane Binaté, vendeur de livres par terre. M. Binaté va plus loin en proposant que le gouvernement interdise la vente de document dans les écoles publiques. Mieux, il souhaite que l'Etat prenne aussi des mesures pour sanctionner les enseignants adeptes de cette pratique. «*Les maitres doivent enseigner les enfants. Ils ne sont pas là-bas pour vendre des livres. Ça c'est pas normal*», a décrié notre interlocuteur. Souleymane Binaté raconte que ses livres et anales, il les obtient par le concours de certains proches à des prix dérisoires. Cependant, il se montre peu prolixe sur son revenu journalier. «*Moi, je vends tout. Mais, je vends plus les romans. Chaque œuvre à son prix. Je préfère ne pas vous dire ce que je gagne. L'essentiel est que je gagne un peu pour manger et nourrir ma famille. Ce qui est sûr, je m'en sors bien, surtout à la rentrée*», affirme-t-il. De son côté, Franck Diomandé, également commerçant de livres dans de la commune d'Adjamé, appréhende les nouvelles technologies de l'information (internet) comme étant un obstacle au développement de leur métier. «*Maintenant, il y a dans tous les portables, des dictionnaires. Donc les gens préfèrent les télécharger que de prendre leur argent pour venir acheter chez nous. Internet ne nous arrange pas. A cause de ça, beaucoup de nos produits ne marchent plus comme avant*», fait-il remarquer. Faut-il le signifier, la vente de livres par terre est un phénomène vieux de plusieurs années. Malgré les menaces des Tic, ce phénomène ne risque pas de disparaître maintenant puisqu'il offre aux parents qui ont un portefeuille modeste, la possibilité d'acquérir des fournitures scolaires pour leurs enfants. Leur donnant ainsi la chance d'apprendre avec des outils moins neufs certes mais utiles à leur apprentissage.

Venance AKA (Stg)

SINÉMATIALI / AFFECTATIONS DES ÉLÈVES EN 6 ÈME ET ORIENTATION EN 2ND

Le Dren échange avec les populations

Le village de Ouolo situé dans le département de Sinématiali a abrité le vendredi 30 août 2019, une rencontre entre la Direction régionale de l'Education nationale (Dren) de la région du Poro et les populations issues de plusieurs localités. Les affectations des élèves en 6éme et les orientations en seconde étaient au centre des échanges. Les populations ont manifesté un vif intérêt pour les listes des élèves nouvellement affectés dans les établissements du département de Sinématiali. «*Nous sommes contraints de louer des maisons, payer la nourriture de nos enfants affectés dans d'autres villes. Si vous avez trois enfants, en tant que cultivateur c'est difficile*» s'est plaint Bamory Traoré, porte-parole des parents d'élèves, qui a relevé que les populations ne veulent plus revivre cette année, cette amère expérience. C'est pourquoi, tout en décriant l'affectation cette année encore de leurs enfants à Korhogo, à Ouangolo et à Ferkessédougou il a souhaité «*leur réaffectation dans les établissements proches*».

Les responsables du système éducatif de Sinématiali ont invité le gouvernement ivoirien a trouvé solution aux problèmes que rencontrent les élèves de la ville (Ph. DR)

Landry BEUGRE (stg) avec Sercom